

**CTL DU 16 JANVIER 2014
DECLARATION LIMINAIRE
2^{ème} convocation**

Madame la Présidente,

Vous avez convoqué ce Comité Technique local pour recueillir l'avis des représentants du personnel sur les suppressions d'emplois qui vont être déclinées au sein de la DDFIP du Finistère .

Alors que la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la Direction Générale des Finances Publiques fait l'objet de la désapprobation des personnels : absence de cohérence, absence de lisibilité, absence de responsabilité, ce ne sont pas les propositions que vous allez faire ce 16 janvier 2014 qui vont les rassurer.

En effet, dans le Finistère après les 44 suppressions de 2013, ce sont 29 emplois qui vont être à nouveau supprimés cette année. Entre 2006 et 2014, ce sont 20 000 emplois qui auront été supprimés au niveau national au rythme de 2000 à 3000 par an.

A n'en pas douter il s'agit là d'un véritable plan social sans précédent !!

Dans tous les services, tout démontre qu'il faut au contraire renforcer la DGFIP, et le déroulement ces derniers mois de la campagne de recouvrement qui n'est pas encore terminée, atteste de cette réalité.

Aurez vous le courage aujourd'hui Madame la Présidente d'admettre que vous n'êtes plus en capacité d'organiser correctement le fonctionnement des services de la DGFIP du Finistère ?

Cette politique aveugle qui détruit le service public, cette incohérence qui amène le Gouvernement à s'émouvoir de plans sociaux dans le privé pendant qu'il supprime des milliers d'emplois de son côté, cette logique qui démotive les agents des Finances Publiques justifient le refus de siéger de notre délégation lors de votre 1^{ère} convocation, refus partagé par l'ensemble des délégations au CTL.

Ceci dit, nous ne nous interdisons pas non plus de boycotter certains groupes de travail de la DGFIP dont la finalité n'est plus aujourd'hui lisible et notamment au niveau local ceux consacrés au DUERP. Comment en effet continuer dans un tel contexte de discuter avec vous d'hypothétiques améliorations des conditions de travail dans le cadre d'un plan d'action qui ne sert qu'à dédouaner vos responsabilités.

C'est ainsi également que **F.O.-DGFIP** ne participe pas aux groupes de travail nationaux sur la démarche stratégique car nous refusons de participer à des discussions informelles qui reviendrait à nous laisser associer à ce processus de démantèlement de la DGFIP, dont nous demandons l'arrêt immédiat.

Aujourd'hui, l'horizon déjà sombre s'est encore obscurci pour les Finances Publiques. En lançant la démarche de mutualisation des fonctions supports, les ministres ajoutent de la réforme à la réforme.

Considérant sans doute que l'inquiétude n'était pas assez grande chez les personnels, ils engagent, sans aucune information des représentants des personnels, un processus qui va bouleverser la vie professionnelle des agents et l'organisation des services et des missions.

Comme l'a déjà fait notre Fédération, nous réitérons ici notre demande de retrait immédiat de ces orientations et l'abandon des décisions déjà prises.

Pour combattre la démarche stratégique, les suppressions massives d'emplois, les menaces sur les droits et garanties des personnels, FO DGFIP réaffirme que la riposte, sous toutes ses formes et y compris par la grève, doit se construire désormais avec l'ensemble des personnels.